

## Appel à communication

# Colloque « Médias et Journalismes en tensions : normes, pratiques et discours »

**Lyon, 14 au 16 octobre 2026**  
MSH Lyon Saint-Etienne

## Organisé par le laboratoire ELICO

Université Lumière Lyon 2, Université Jean Moulin Lyon 3, Université Claude Bernard Lyon 1, Sciences Po Lyon.

Labellisé par le GER Journalismes

Déjà dans les années 1990, les mutations du journalisme étaient mises en regard des bouleversements sociaux plus larges (Levêque, 1999). Trois décennies plus tard, cette articulation demeure féconde : les transformations des médias et du journalisme continuent de refléter et d'accompagner celles des sociétés contemporaines. Qu'il s'agisse de changements économiques, politiques, techniques ou culturels, ces évolutions invitent à interroger la manière dont les journalistes exercent leur métier, redéfinissent leurs relations avec les autres acteurs sociaux et réinventent les formes et les fonctions des discours médiatiques. Les transformations contemporaines qui touchent le journalisme comme profession ont été documentées par la recherche (Gadras, 2022 ; Lyubareva, Marty, 2022). Comment ces mutations se traduisent-elles à la fois dans les pratiques et les discours journalistiques ? Comment interrogent-elles les normes et idéaux d'une profession dont l'identité semble toujours plus « floue » (Ruellan, 1992) ? Comment encouragent-elles à repenser la responsabilité des médias face aux tensions et crises qui parcourent l'espace social ?

Le colloque souhaite interroger les tensions que celles-ci se manifestent à bas-bruit ou de manière ostensible dans les médias et le journalisme mis à l'épreuve, renforcés ou reconfigurés dans leurs normes, leurs pratiques et leurs discours. En complément des travaux qui s'intéressent aux crises dans l'analyse des médias et du journalisme (Dubec, Moreira Cesar, 2024 ; Leroy, 2022 ; De Montety, Souchier, 2009 ; Narcisse, 2007), ce colloque s'intéresse aux moments sociaux où les tensions s'exacerbent, qu'elles soient liées à une conflictualité inhérente à la crise transposée dans le champ médiatique, ou mises en lumière par des situations d'urgence et de forte intensité informationnelle, qui révèlent des tensions profondes et diffuses. Approcher ces phénomènes à partir des tensions permet d'analyser les normes, les contraintes et les rapports de pouvoir, notamment au niveau des relations que les journalistes entretiennent avec les autres acteurs sociaux (politiques, économiques, institutionnels) et les publics, selon une pluralité de registres : conflictualité, concurrence, fragilisation, remise en question, délégitimation, pressions...

Les propositions de communication pourront questionner les normes sociales, professionnelles et discursives, saisies dans des situations variées de manifestation des tensions, à partir d'études focalisées sur l'analyse des discours ou des pratiques des acteurs médiatiques.

### Du côté des discours

Le discours ne se limite pas à refléter les tensions et les crises sociales et politiques : il constitue le lieu même de leur configuration, un espace de lutte entre représentations divergentes du monde. Dès lors, s'intéresser aux tensions qui traversent les discours médiatiques contemporains et leurs modes de circulation permet d'appréhender la diversité des normes, des hiérarchies, des systèmes de valeurs qui structurent les relations dans l'espace social. Il s'agit entre autres d'évaluer l'amplitude des discours autorisés et les effets d'agenda qui structurent un espace public pourtant fragmenté (Pailliart, 1995 ; Charaudeau, 1999).

L'attention portée aux modalités de médiatisation des faits et phénomènes invite à examiner les processus d'invisibilisation (Arpin, 2010) ou de mise en visibilité d'enjeux, acteurs ou paroles marginalisés ailleurs, ou présentés comme tels (Sécaïl, 2022). Les communications pourront entre autres s'intéresser aux choix discursifs opérés – qu'ils relèvent du lexique, de la citation ou de la mise en récit – pour susciter, rendre compte, atténuer ou exacerber des tensions. Les communications pourront aussi explorer la diversité des régimes médiatiques du conflit : polémique, controverse, scandale, débat...

### Du côté des pratiques

La permanence de tensions est caractéristique du champ journalistique et contribue à la diversité et à l'instabilité de l'identité socioprofessionnelle des journalistes (Ruellan, 2020). Le regard est ici posé sur l'exercice du métier qui expose et pousse aux limites, celles de la résistance, de la protection ou même de la compromission. De la connivence à la menace de mort en passant par la corruption, nous souhaitons inviter ici des paroles qui incarnent et interrogent les (op)pressions sur les journalistes, qu'elles soient subtiles et insidieuses ou bien massives et assumées. Nous nous demanderons également en quoi les collectifs professionnels constituent encore des formes protectrices dans ces contextes violents. Le colloque invite aussi à interroger plus explicitement les structures économiques des médias, leurs modèles de financement et les contraintes organisationnelles qui façonnent les marges de manœuvre des journalistes. Le brouillage croissant des frontières entre information et communication se manifeste

notamment à travers l'essor des contenus publiédactionnels. Leurs formes renouvelées dans un contexte de plateformisation de l'information (Rebillard et Smyrniakos, 2019), les modalités de leur signalement (ou de leur effacement) et les difficultés des publics à identifier ces contenus soulèvent des enjeux de transparence, de confiance, de régulation (Badouard, 2020) et de responsabilité (Joux, 2022b). En regard, des médias alternatifs se développent, en ligne comme hors ligne, revendiquant une indépendance économique, un positionnement éditorial différent et des démarches journalistiques plus ou moins proches des canons traditionnels de la profession (Sedel, 2021 ; Joux, 2022a ; Bullich *et al.*, 2023).

Les propositions de communication sont invitées à explorer la manière dont ces tensions se manifestent dans des contextes politiques et socio-culturels hétérogènes dont il s'agira de ne pas globaliser l'analyse ou la compréhension. Quatre axes plus spécifiques ont été identifiés comme des entrées sur des enjeux sociaux et politiques majeurs, afin de permettre aux propositions de communication de s'inscrire dans la thématique des modes d'existence problématiques des médias et du journalisme.

## **Axes thématiques**

### **Médias et identités : enjeux de (dé)construction et d'assignation**

Cet axe propose d'examiner la manière dont les médias et le journalisme participent à la construction, à la reproduction ou à la reconfiguration des identités sociales et professionnelles, au regard de normes de genre, de classe ou de race (Cervulle, 2021 ; Mazouz, 2015). Inscrites dans les pratiques professionnelles, les dispositifs médiatiques et les discours produits, ces normes se manifestent au sein des médias tant dans le renforcement des représentations dominantes que dans les tentatives de leur remise en question par des journalistes et acteurs sociaux. À ce titre, les productions médiatiques donnent à voir des formes renouvelées de résistance, d'invention et de conflictualité, révélatrices des recompositions contemporaines du champ journalistique. Les propositions de communication pourront notamment porter sur les médias expressivistes (Cardon, Granjon, 2010) en tant qu'espaces de lutte symbolique et politique – médias alternatifs, féministes, communautaires ou antiracistes – au sein desquels des acteurs minorisés élaborent des contre-récits, redéfinissent les cadres de visibilité et revendiquent une autorité discursive propre. Ces dynamiques participent ainsi à une reconfiguration des frontières de la légitimité journalistique, en particulier dans leurs rapports à l'engagement (Lindner, 2016), à la prise de position politique et aux normes professionnelles dominantes.

Plus largement, le champ médiatique est traversé par des tensions professionnelles, organisationnelles et discursives (Damian-Gaillard *et al.*, 2021), qui se traduisent par un accès différencié à la parole et à la reconnaissance : sélection des sujets, stratégies de cadrage, inégalités d'accès aux fonctions éditoriales, phénomènes d'invisibilisation (Demers *et al.*, 2014), de silenciation, de délégitimation ou de discrédit, ainsi que diverses formes de violences, notamment en ligne. La question du backlash (Beaulieu, 2022) est de ce point de vue particulièrement prégnante et pourra être interrogée dans les tensions que l'agissement en ressac (Bard, 2019) renouvelle.

### **Enjeux discursifs et professionnels des questions écologiques**

Dans cet axe, nous pourrions nous intéresser aux tensions que génère au sein des médias la prise en compte, ou l'absence de prise en compte, des enjeux écologiques dans l'organisation du travail, les modalités de financement ou encore dans les choix des sujets d'actualité à traiter et des angles adoptés (Comby, 2009 ; Prodhomme, Carlino, Mercier, 2024). Les propositions pourront interroger par exemple les manières dont la « charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique en France » et ses équivalents dans d'autres pays ou à d'autres échelles ont été portés, défendus ou rejetés au sein des différentes rédactions. L'observation fine des initiatives mises en place - pour participer à répondre, en tant que média ou en tant que journaliste, aux problèmes écologiques - et des difficultés ou blocages rencontrés sera particulièrement appréciée. La répression policière et juridique dont ont fait l'objet certains journalistes environnementaux en France et à travers le monde (UNESCO, 2024), que ce soit sur le terrain ou dans les tribunaux, pourra également être analysée dans cet axe, ainsi que les menaces auxquelles ils font face lorsque leurs reportages et enquêtes sur les désastres écologiques vont à l'encontre des intérêts financiers d'acteurs puissants.

Cet axe accueillera également des recherches inédites sur le traitement médiatique des enjeux et des risques écologiques, que ceux-ci soient identifiés comme crise (crise climatique, crise de la biodiversité) ou qu'ils relèvent de tensions à bas-bruit, voire invisibilisées (Crespin & Ferron, 2016), comme de nombreux cas de pollutions locales et ordinaires qui ne sont pas, ou pas encore tout à fait, constitués comme problèmes publics. L'analyse précise des modalités et procédés de (dé)politisation (Comby, 2015), de lissage (Oger, Ollivier-Yanniv, 2006), d'euphémisation (Krieg-Planque, 2010) ou d'évidentialisation (Guilbert, 2011) à l'œuvre dans les discours médiatiques portant sur les enjeux écologiques enrichiront cette perspective.

### **Extrême-droitisation des médias et déplacement des normes journalistiques**

Cet axe propose d'interroger l'extrême-droitisation du champ médiatique, à travers les discours médiatiques, mais aussi ses relations aux pouvoirs économiques et politiques et ses conséquences sur les pratiques de production et de circulation de l'information. Des travaux ont interrogé cette hypothèse (Hubé & Kervella, 2024), montrant notamment la façon dont des acteurs positionnés à l'extrême-droite de l'échiquier politique déploient de nouvelles stratégies discursives et médiatiques (Gimenez & Voirol, 2017 ; Neihouser & al., 2022 ; Stephan & Wojcik, 2024). D'autres recherches menées ces dernières années ont porté sur les dispositifs de « réinformation » en ligne (Blanc, 2016 ; Stephan, 2024).

Ces questions ne concernent toutefois pas seulement les acteurs politiques issus de l'extrême droite ou des médias en marge du

champ professionnel du journalisme, engagés dans une « bataille culturelle » pour imposer leur idéologie (Alduy, 2024). L'expansion des idées de l'extrême-droite peut en effet également s'observer dans des discours portés dans des médias traditionnellement ancrés dans le paysage médiatique, qui semblent participer à la circulation de discours de haine et à une légitimation de thématiques et termes historiquement portés par l'extrême-droite (Ouakrat, 2023). Ces questions impactent également les conditions d'exercice du journalisme, dans lesquelles on observe aussi bien des formes de résistance que de compromission, qui mettent en tension les normes journalistiques. L'extrême-droite des médias peut également être analysée au niveau économique, en lien notamment avec la concentration accrue du capital médiatique et la réorientation idéologique impulsée par des acteurs privés, dont Vincent Bolloré constitue le cas paradigmatique (Lévrier, 2023), mettant « leurs » médias au service de l'extrême droite.

## Pratiques journalistiques et traitement des tensions géopolitiques

Aucun conflit ne ressemble à un autre, ce qui rend nécessaire la poursuite de l'observation du travail journalistique en situations extrêmes et dans des contextes politiques variés (Boulanger, 2021). La fragilisation des discours, des acteurs, des repères institutionnels, des espaces publics et des régimes démocratiques transforme en profondeur les conditions de production de l'information. Dans ce contexte, le journalisme est confronté à des situations de guerres informationnelles (Lyubareva, Nocetti, 2024) et d'accès aux sources limité, voire empêché (Robinet, 2013 ; Serrano, 2013). Les propositions pourront ainsi analyser à partir de terrains précis de quelles manières l'information peut elle-même devenir un moyen de lutte géopolitique (Marrangé, Quessard, 2021).

Les tensions professionnelles liées aux positionnements éditoriaux des médias, aux pressions politiques et économiques, ainsi qu'aux pratiques journalistiques en temps de crise, pèsent sur la capacité à rendre compte des conflits et à en documenter les réalités. Elles affectent notamment les conditions d'exercice des journalistes présents sur les terrains de conflit, souvent réduits à un rôle de témoins contraints. Les communications pourront ainsi porter sur les différents procédés et démarches mis en place par les journalistes pour construire et maintenir leur crédibilité professionnelle, et échapper à l'instrumentalisation de leur discours. Enfin, les communications pourront donner à voir comment les discours médiatiques rendent compte des conflits en fonction de leur ligne éditoriale et les tensions que ces représentations et ces choix éditoriaux génèrent dans l'espace public.

*La bibliographie complète est présentée aux pages suivantes*

## Modalités de soumission des propositions de communication

### Format des propositions

3000 signes + bibliographie indicative

Les propositions seront déposées en version PDF anonymisée sur <https://mediatensions.sciencesconf.org>

### Calendrier

Publication de l'appel à communication : 12 janvier 2026

Date limite de dépôt des propositions : 26 mars 2026

Notification d'acceptation ou de refus : fin mai 2026

## Comité d'organisation

Julien Auboussier (Elico, Université Lumière Lyon 2)  
Thomas Bihay (Elico, Université Jean Moulin Lyon 3)  
Valérie Croissant (Elico, Université Lumière Lyon 2)  
Marie-Noëlle Doutreix (Elico, Université Lumière Lyon 2)  
Valentina Dymytrova (Elico, Université Jean Moulin Lyon 3)  
Isabelle Garcin-Marrou (Elico, Sciences Po Lyon)  
Eva-Marie Goepfert (Elico, Université Lumière Lyon 2)  
Isabelle Hare (Elico, Université Lumière Lyon 2)  
Aurélien Olivesi (Elico, Université Claude Bernard Lyon 1)  
Laurie Schmitt (Elico, Université Jean Moulin Lyon 3)  
William Spano (Elico, Université Lumière Lyon 2)  
Mathias Valex (Elico, Université Lumière Lyon 2)

## Coordination et contacts

Valérie Croissant [valerie.croissant@univ-lyon2.fr](mailto:valerie.croissant@univ-lyon2.fr)  
Marie-Noëlle Doutreix [mn.doutreix@univ-lyon2.fr](mailto:mn.doutreix@univ-lyon2.fr)  
Eva-Marie Goepfert [em.goepfert@univ-lyon2.fr](mailto:em.goepfert@univ-lyon2.fr)

## Comité scientifique

Julien Auboussier (Université Lumière Lyon 2)  
Thomas Bihay (Université Jean Moulin Lyon 3)  
Claire Blandin (Université Sorbonne Paris Nord)  
Laetitia Biscarrat (Université Côte d'Azur)  
Edouard Bouté (Université Catholique de Lille)  
Vitaly Buduchev (Université de Lorraine)  
Marion Dalibert (Université de Lille)  
Marie-Noëlle Doutreix (Université Lumière Lyon 2)  
Valentina Dymytrova (Université Jean Moulin Lyon 3)  
Valérie Croissant (Université Lumière Lyon 2)  
Simon Gadras (Université Lumière Lyon 2)  
Isabelle Garcin-Marrou (Sciences Po Lyon)  
Éva-Marie Goepfert (Université Lumière Lyon 2)  
Laure Guillot Farneti (Université Claude Bernard Lyon 1)  
Lise Jacquez (Université Clermont Auvergne)  
Isabelle Hare (Université Lumière Lyon 2)  
Enrique Klauss (Université Côte d'Azur)  
Olivier Koch (Université Sorbonne Paris Nord)  
Clémentine Leroy (Université Marie et Louis Pasteur)  
Emmanuel Marty (Université Grenoble Alpes)  
Camila Moreira Cesar (Université Sorbonne Nouvelle)  
Nathalie Pignard-Cheyne (Université de Neuchâtel)  
Sébastien Rouquette (Université Clermont Auvergne)  
Chloé Salles (Université Grenoble Alpes)  
Giuseppina Sappio (Université Paris 8)  
Laurie Schmitt (Université Jean Moulin Lyon 3)  
Brigitte Sebbah (Université Toulouse Paul Sabatier)  
Gaël Stephan (Université de Lorraine)

## Références bibliographiques

- Alduy, C. (2024), « Le "grand remplacement" lexical : enjeux sémantiques, performatifs et démocratiques de "la bataille des mots" à l'extrême droite, du Front national à Éric Zemmour », *Mots. Les langages du politique*, 136, p. 23-40
- Arpin, S. (2010), « "Pourquoi les médias n'en parlent pas ?" L'occurrence à l'épreuve du sens commun journalistique et des processus de médiatisation », *Réseaux*, 159(1), p. 219-247.
- Badouard, R. (2020), *Les nouvelles lois du web. Modération et censure*, Le Seuil, 128 p.
- Bard, C., Blais, M., Dupuis-Déri, F. (2019), *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, Presses universitaires de France, 506 p.
- Beaulieu, L. (2022), « Tensions entre deux conceptions du journalisme lors de la publication d'une tribune antiféministe en 2018 », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 23, 1, p. 41-52.
- Blanc, C. (2016), « Réseaux traditionalistes catholiques et "réinformation" sur le web : mobilisations contre le "Mariage pour tous" et "pro-vie" », *Tic & société*, Vol. 9, 1-2.
- Boulanger, P. (2021), *Planète médias*, Armand Colin.
- Bullich, V., Marty, E. et Salles, C. (2023), « Contester l'hégémonie médiatique locale : Entre engagement journalistique et repolitisation des territoires », *Sur le journalisme, About Journalism, Sobre jornalismo*, 12, 2, p. 15-73.
- Cardon, D. et Granjon, F. (2010), *Médiactivistes*, Presses de Sciences Po.
- Charaudeau, P. (1999), « La médiatisation de l'espace public comme phénomène de fragmentation », *Études de communication*, 22, p. 73-92.
- Cervulle, M. (2021), *Dans le blanc des yeux. Diversité, racisme et médias*, Paris, Amsterdam éditions, 2021, 192 p.
- Comby, J.-B. (2009), « Quand l'environnement devient "médiatique". Conditions et effets de l'institutionnalisation d'une spécialité journalistique », *Réseaux*, 157-158, p.157-190.
- Comby, J.-B. (2015), *La Question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Paris, Raisons d'Agir, 250 p.
- Crespin, R. et Ferron, B. (2016), « Un scandale à la recherche de son public. La construction médiatique du problème de la "pollution de l'air intérieur" en France (1995-2015) », *Politiques de communication*, 7(2), p.151-181.
- Damian-Gaillard, B., Montañola, S. et Saitta, E. (2021), *Genre et journalisme : Des salles de rédaction aux discours médiatiques*, De Boeck Supérieur, 260 p.
- Demers, F., Le Cam, F., Henrique Pereira, F. et Ruellan, D. (2014), « Les invisibles du journalisme - Os Invisíveis do jornalismo & L'image d'actualité - A imagem noticiosan », *Sur le Journalism, About Journalism, Sobre jornalismo*, Vol. 3, 1, janv-juin 2014
- De Montety, C. et Souchier, E. (2009), « Écrire la crise... Poétique d'un être médiatique », *Communication & langages*, 162, p. 49-113.
- Dubec, S. et Moreira Cesar C. (2024), *Journalisme et crises*, journée d'étude, Université Sorbonne Nouvelle, 26 janvier 2024, <https://www.sorbonne-nouvelle.fr/journalisme-crisis-820352.kjsp?RH=1236178100008>
- Gadras S. (2022), « 2000-2020 : âge critique du journalisme ? Les transformations contemporaines de la profession », dans Alexis, L., Devillard V., Granchet, A., Le Saulnier, G., *Le manuel de journalisme*. Paris : Ellipses, p. 21-30.
- Gimenez, E. et Voirol, O. (2017), « Les agitateurs de la toile. L'Internet des droites extrêmes. Présentation du numéro. », *Réseaux*, 202-203, 2, p. 9-37.
- Guilbert, T. (2011), *L'"évidence" du discours néolibéral. Analyse dans la presse écrite, Bellecombe-en-Bauges*, Éd. Le Croquant, coll. Savoir/agir, 133 p.
- Hubé, N. et Kervella, A., (2024), « Médias : à droite toute ? La "droitisation" de l'espace médiatique à l'épreuve des sciences sociales », *Politiques de communication*, 22.
- Joux, A. (2022a), « Pure players et médias alternatifs : une approche diachronique des représentations de l'indépendance et du pluralisme de l'information », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 23, 1, p.15-26.
- Joux, A. (2022b), « Traiter de la Covid-19 : entre consensus professionnel et pratiques contestées », *Les Cahiers du journalisme - Recherches*, vol. 2, n°8-9, p.69-84.
- Krieg-Planque, A. (2010), « La formule "développement durable" : un opérateur de neutralisation de la conflictualité », *Langage et société*, 134(4), p.5-29
- Lévêque S. (1999), « Crise sociale et crise journalistique. Traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995 et transformation du travail journalistique. », *Réseaux*, 17, 98, p. 87-117.
- Lévrier, A. (2023), « L'héritage inavouable de l'empire Bolloré », *Esprit*, Octobre, 10, p. 57-64.
- Leroy, C. (2022), « Le Brexit et la crise des imaginaires européens », *Congrès SFSIC, Grenoble 2021 – Société et espaces en mouvement*, p. 216-227.

- Lindner, A. M. (2016), « Editorial gatekeeping in citizen journalism », *New Media & Society*, 19, 8, p. 1177-1193.
- Lyubareva, I. et Marty, E. (2022), « Vingt-cinq ans d'information en ligne : une exploration des transformations structurelles des médias », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 1, 23, 144 p.
- Lyubareva, I. et Nocetti, J. (2024). « Diplomatie numérique et stratégie d'influence politique », *Réseaux*, 245, 356 p.
- Marangé, C. et Quessard, M. (2021), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Presses universitaires de France, 449 p.
- Mazouz, S. (2015), « Faire des différences. Ce que l'ethnographie nous apprend sur l'articulation des modes pluriels d'assignation », *Raisons politiques*, 58(2), p. 75-89.
- Narcisse, N. (2021), « Crise médiatique et responsabilité de l'entreprise de presse dans l'espace public », *Communication & langages*, n° 151, p. 125-131.
- Neihouser, M., Figeac, J. et Le-Coz, F. (2022), « Faire campagne dans Facebook. Une pratique privilégiée par l'extrême droite et les partis émergents », *Politiques de communication*, 19, 2, p. 55-86.
- Oger, C. et Ollivier-Yaniv, C. (2006), « Conjurant le désordre discursif. Les procédés de "lissage" dans la fabrication du discours institutionnel », *Mots. Les langages du politique*, 81(2), p. 63-77
- Ouakrat, A. (2023). « Des discours de haine au cœur du débat public. La contribution des médias à la circulation des polémiques de Valeurs actuelles », *Réseaux*, 241(5), p. 123-161.
- Pailliat, I. (1995), *L'espace public et l'emprise de la communication*, ELLUG, Grenoble, 214 p.
- Prodhomme, M., Carlino, V. et Mercier, A. (2024), « Le journalisme face aux défis environnementaux », *Les Cahiers du journalisme*, 11.
- Rebillard, F. et Smyrniotis, N. (2019), « Quelle "plateformisation" de l'information ? Collusion socioéconomique et dilution éditoriale entre les entreprises médiatiques et les infomédiaires de l'Internet », *Tic & société*, Vol. 13, n° 1-2, p. 247-293.
- Robinet, F. (2013), « Journalistes, responsables politiques et militaires français en Afrique : une information en co-production (1994-2008) ? », *Relations internationales*, 153, 1, p. 95-106.
- Ruellan, D. (1992), « Le professionnalisme du flou », *Réseaux*, 51, 1, p. 25-37.
- Ruellan, D. (2020), *Nous, journalistes : Déontologie et identité*, Presses universitaires de Grenoble, 252 p.
- Sécail, C. (2022), *L'élection présidentielle 2022 vue par Cyril Hanouna. 1.2 La pré-campagne (septembre-décembre 2021)*, Cerlis, Université de Paris.
- Sedel, J. (2021), « Construire l'indépendance en label de qualité. Le travail de singularisation des éditeurs de presse en ligne "indépendants" », *Politiques de communication*, 16, 1, p. 13-51.
- Serrano, Y. (2013), « Journalisme par temps de guerre civile. Aux frontières discursives de la production d'information », *Politiques de communication*, 1, p. 151-180.
- Stephan, G. et Wojcik S. (2024), « Engagement et ethos de l'extrême droite en ligne : militantes et militants de Reconquête ! sur Instagram », *Quaderni*, 111, 1, p. 83-102.
- Stephan, G. (2024), « Faire carrière dans les médias de "réinformation" : Les dynamiques d'engagement dans les mobilisations informationnelles d'extrême droite en France (2007-2022) », *Politiques de communication* 22, 1, p. 91-122.
- UNESCO (2024). « Press and planet in danger: safety of environmental journalists; trends, challenges and recommendations ». *World trends in freedom of expression and media development*, 41. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389501>